

# "Je crois que le cours de la bataille des idées est en train de s'inverser"

## Entretien avec François Ruffin du journal Fakir

Propos recueillis et présentés par Article 11, initialement publiés sur [www.article11.info](http://www.article11.info)

*Encore le CNR ? Encore la mise en application de son programme dans la France de l'après-guerre ? Et encore la façon dont ce programme a peu à peu été grignoté par les politiciens et milieux d'affaire ? Certains vont trouver que ça commence à bien faire... Difficile - pour être honnête - de leur donner tout à fait tort. En commentaire de l'entretien accordé sur le sujet par Jean-Luc Porquet, [Défendre le rêve porté par les résistants](#), [Karib pointait ainsi l'inutile fantasme](#) d'un modèle social ne correspondant pas à nos aspirations. Pourquoi magnifier cette « phase du capitalisme où l'État avait su imposer un minimum de protection sociale pour parer à toute velléité de contestation sociale, et diriger l'investissement vers le capital dit "productif" » ? Bonne question. En commentaires toujours, [Juliette rappelait que](#) « ce ne sont pas des idéaux, des grands sentiments, des héros, qu'il nous faut, et ce retour plus qu'insistant, en ce moment, aux symboles (encore un truc dont on se passe) de la Résistance, est davantage le signe qu'on n'arrive pas à penser le présent et à agir sur lui ». Bien vu, derechef.*

*Pourtant... on y revient. Parce que le sujet continue à nous passionner. Qu'on pense qu'il s'agit davantage d'une étude historique distanciée et d'une participation au débat public que d'une adhésion au programme du CNR. Qu'on est à la veille du rassemblement organisé aux Glières par l'association [Citoyens résistants d'hier et d'aujourd'hui](#). Et - surtout - que François Ruffin (après [Gilles Perret](#) et [Jean-Luc Porquet](#)) porte une analyse passionnante des forces qui se sont mises en branle après 1945, de ce combat idéologique d'ampleur qui se joue depuis soixante ans. Entre eux et nous, tout est question de rapports de force, dit-il. Et depuis la fin des années 70, leur victoire, dans les têtes comme dans les faits, est presque totale. Le libéralisme mène le jeu.*

*Son analyse, François Ruffin - auteur des *Petits Soldats* du journalisme, de *Quartier Nord* et de *La Guerre des Classes* - a eu le temps de la mûrir. Parce qu'il a participé à l'ouvrage collectif *Les Jours Heureux*, dirigé par Jean-Luc Porquet et sous-titré "Le programme du Conseil national de la résistance de mars 1944 : comment il a été écrit et mis en oeuvre, et comment Sarkozy accélère sa démolition" : il en a écrit le chapitre qui porte sur la presse. Et parce qu'il est revenu sur le sujet dans [Fakir](#), journal d'enquête sociale qu'il dirige et fait vivre, avec une petite équipe, depuis dix ans. Le dernier numéro - actuellement en kiosques - revient ainsi longuement sur « ce que nos papis ont construit » et « ce que notre élite démolit ». Et dresse notamment le portrait des bâtisseurs - ceux qui ont mis en oeuvre et défendu le programme du CNR - et de ses liquidateurs.*

*Bref, l'analyse est fouillée, percutante, convaincante. Même si - tu pourras le deviner en fin d'entretien - nous sommes loin de partager toutes les conclusions de François Ruffin : lui est par exemple profondément convaincu qu'il ne saurait y avoir de réelle remise en cause du libéralisme sans reconstruction préalable des syndicats et partis de gauche. Pas d'accord, donc. Reste - et c'est l'essentiel - que le tableau qu'il dresse de la bataille idéologique passée et en cours est passionnant.*

## Comment t'es-tu spécialement intéressé au programme du Conseil National de la Résistance ?

D'abord pour *Les Jours Heureux*, le livre collectif dirigé par Jean-Luc Porquet, qui m'a demandé un papier sur la presse et les ordonnances de 1945. Ensuite, pour le dernier numéro de *Fakir* : là, je me suis plongé dans des centaines d'articles portant sur l'évolution des retraites, des banques publiques, de la Sécurité Sociale, des nationalisations. Je me suis rendu compte que, au fond, pour toutes ces conquêtes aujourd'hui grignotées, on racontait la même histoire. Et que celle-ci pouvait aisément se découper en quatre grandes étapes

### La première phase démarre en 1944, c'est ça ?

Oui, au printemps 1944, quand le programme du CNR est rédigé par sept organisations de résistance. A l'automne 1944 et au début de l'année 1945, on assiste au début de la mise en place de ce programme. Il ne faut pas croire que ça s'est passé comme dans du beurre, que ça s'est fait tout seul : il y avait encore des forces d'opposition qui ne voulaient pas de la Sécurité sociale ou des retraites.

### Mais ils ont dû accepter ?

Oui. Mais pas d'eux-mêmes. Parce qu'à la Libération de la France, les résistants ne lâchent pas prise. Le mouvement continue : des cahiers de doléances circulent et des manifestations sont organisées par les grands noms de la résistance. Eux battent le rappel, font pression pour – justement – que la pression ne retombe pas. Leur modèle, c'est la Révolution française : leur campagne passe d'ailleurs par un grand meeting final qui se tient le 14 juillet 1945. Et ils appellent ça les États généraux de la renaissance française.



Si les réformes passent, en 1945, ce n'est pas parce que De Gaulle et les partis politiques l'avaient inscrit à leur agenda. Mais parce qu'il y a eu une poussée militante pour soutenir les ministres – notamment communistes – du gouvernement qui se battent pour mettre en place une sécurité sociale, un système de retraite, contre d'autres ministres qui traînent des pieds. Les ministres communistes menacent éventuellement de démissionner. Et conduisent une vraie bataille pour lancer la Sécurité sociale en six mois : ils savaient que le soufflé allait retomber, ils voyaient bien que ceux d'en face jouaient la montre.

C'est une parenthèse, mais j'interrogeais hier l'économiste Frédéric Lordon, dans le cadre de l'assemblée générale des actionnaires de Casino. Et le gérant d'un petit Casino est intervenu en disant : « *Ce qui est dégueulasse, c'est qu'on ne peut s'en prendre aux Casino que devant les tribunaux. Mais quand on gagne, ils font appel ; quand on gagne en appel, ils vont en Cassation : ça nous prend cinq ans, on n'a pas les moyens de les affronter sur le terrain juridique.* » Et Lordon de répondre : « *C'est l'éternel combat entre le travail et le capital. Le travail n'a pas le temps, tandis que le capital en a à foison.* »

En 1945, c'est la même chose : au gouvernement, par exemple, René Pleven, ministre des Finances et représentant du MRP, joue la montre, notamment sur les nationalisations des sociétés d'électricité. Et il a bien sûr des soutiens dans la bourgeoisie : les médecins libéraux montent au créneau contre la Sécurité sociale, les assureurs affichent leur hostilité à la retraite par répartition. Ils protestent que c'est techniquement impossible, que ça va coûter trop cher... De 1945 à 1947, ces protestations sont constantes, beaucoup de gens font leur maximum pour que les réformes du CNR n'adviennent pas.

### Et pourtant...

Et pourtant, elles adviennent. Parce que le travail militant se poursuit. Et aussi parce qu'il y a le poids du Parti communiste, qui fait d'autant plus peur à la bourgeoisie qu'il est armé : on sort de la guerre, il y a des armes partout et les bourgeois craignent réellement la révolution. D'où la formule de *L'Aube*, le journal du MRP, qui revendique « *la révolution par la loi* ». Une façon, justement, de repousser toute idée d'insurrection par les armes. Tout en accordant des concessions.

Mais en deux ans – jusqu'en 1947 et jusqu'au départ des ministres communistes du gouvernement – un travail est mené. En matière de sécurité sociale ou de retraite, les bases sont largement jetées. Pour la presse, c'est beaucoup plus nuancé : les réformes commencent déjà à être rognées. Et en matière de crédits publics - il s'agit de la nationalisation des banques - le programme n'a été qu'à moitié réalisé : René Pleven et les milieux d'affaire ont pesé pour limiter la réforme aux banques de dépôts - les banques d'affaire ne sont pas nationalisées. Enfin, la nationalisation d'EDF est lancée, mais dans la douleur : une campagne attaque très durement Marcel Paul, le ministre communiste qui l'effectue.

## **Qui n'est pas resté dans l'histoire, d'ailleurs : on ne le connaît pas...**

Pas plus que vous ne connaissez Ambroise Croizat, j'imagine ? C'est pourtant lui qui a bâti la Sécurité sociale ! Je crois que ça veut dire beaucoup, pour la mémoire collective, quand on ne connaît plus le nom de celui qui a porté la Sécurité sociale. Il était surnommé "le ministre des travailleurs" et quand il est mort, en 1951, le cimetière du Père-Lachaise débordait de gens venus lui rendre hommage. C'est frappant de constater combien, une fois que le système du PC s'est écroulé, on a perdu la mémoire de ces gens, qui ont pourtant réalisé un travail considérable. La mémoire a disparu avec l'institution.

Je dis "travail considérable" parce qu'ils ont aussi su profiter de la faiblesse momentanée de l'adversaire. De son discrédit, notamment : parce qu'elle s'était grandement commis avec l'occupant ou avec Vichy, la bourgeoisie était en ruine. Il lui a fallu un peu de temps pour reconstituer ses forces et une idéologie. Quand la bourgeoisie est faible, il faut que l'histoire avance vite. Ça a été en partie le cas.

## **En partie, seulement ?**

Cela dépend des secteurs, en fait. Dans la presse, par exemple, le grignotage du programme du CNR par les capitalistes est allé beaucoup plus vite qu'ailleurs.

En 1947, Albert Camus quitte le journal *Combat* parce qu'il est racheté par un homme d'affaire. Lui écrit alors : « *Nous étions désarmés, puisque nous étions honnêtes. Cette presse, que nous voulions digne et fière, elle est aujourd'hui la honte de ce malheureux pays.* » Cette même année, Hachette se paye 50 % de *France-Soir*, d'*Elle*, de *France-Dimanche*, alors même que la toute nouvelle loi sur la concentration l'interdit - une ordonnance de 1945 prévoit qu'un individu n'a pas le droit de posséder plus d'un titre de presse. C'est déjà un premier grignotage.

Par contre, en matière de sécurité sociale, cette offensive vient largement plus tard : la première contre-réforme arrive en 1967.

De façon générale et à l'exception de la presse, on peut avoir l'impression qu'il y a une longue parenthèse enchantée - disons, de 1945 à la fin des années 60 - au cours de laquelle les réformes issues du CNR ne sont pas attaquées. C'est faux, il y a des tentatives pour les remettre partiellement en cause, mais chacune d'entre elles soulève une vague de protestations. En 1967, par exemple, se déroulent de grosses manifestations pour contester la décision d'évincer les représentants d'usagers des comités de caisses de sécurité sociale.

Une même vague de protestation éclate quand, en 1972, Robert Hersant - alors sur le devant de la scène - décide de racheter *Paris-Normandie*. Des tracts très durs sont imprimés, qui rappellent son passé de collaborateur - Hersant a été frappé de dix ans d'indignité nationale pour avoir apporté son aide à l'Allemagne. Les syndicats écrivent ainsi : « *D'où sort le chef de bande Robert Hersant ? De la manière des fauves qui pullulèrent de 1940 à 1944 sur les cadavres des persécutés raciaux et des résistants.* » Une pétition circule aussi, signée par des grands intellectuels de l'époque - René Char, Jankélévitch, Roland Dorgelès, Vercors... Tout ça pour le "petit" *Paris-Normandie*... Ça devient une affaire nationale, le ministre de la Culture de Valéry Giscard d'Estaing dénonce « *la violation des principes proclamés à la Libération* » et une plainte est même instruite contre Robert Hersant. Quant au *Monde*, il titre sur La presse comme marchandise, propose la mise sous séquestre du titre et publie un éditorial pointant « *la constitution d'un énorme groupe de presse quotidienne, l'ensemble possédé par un seul homme. C'est un monopole. Du monopole de l'argent, le pas est vite franchi - il l'est déjà - au monopole d'opinion* ». Ce qu'on appelle « *un énorme groupe de presse quotidienne* », c'est juste quelques journaux de province : *Centre-Presse*, *Le Berry Républicain* et *La Nouvelle République des Pyrénées*... On est très loin de Lagardère, Bouygues, Dassault... C'est même microscopique, comparé aux actuels groupes médiatiques.

Aujourd'hui, le journal *Le Monde* - qui a failli entrer en Bourse - est en train d'être racheté par Lagardère : on ne voit pas de pétitions circuler parmi les intellectuels pour protester et réclamer la mise sous séquestre du *Monde*.

## **Le tollé pour Paris-Normandie, le silence aujourd'hui : c'est révélateur...**

Bien sûr, ça veut dire quelque chose. Ça veut dire que même s'il y a un grignotage dans les faits, dans les années 70, le programme du CNR demeure intact dans les têtes. Ainsi, que propose Mitterrand pour la presse en 1981 ? Tout simplement le rétablissement des ordonnances sur la presse de 1945.

Il y a d'ailleurs d'énormes similitudes entre le programme du CNR et le programme commun de la gauche, ou les *110 propositions* de Mitterrand en 1981. Au fond, à cette époque, la gauche considère qu'en 1945, le programme du CNR n'a pas été mené à son terme et que si elle parvient au pouvoir elle achèvera cet ouvrage. Il ne s'agit pas seulement préserver ses acquis, mais de le mettre réellement en œuvre. En 1981, ils

est donc prévu la reprise des nationalisations, dont la nationalisation du crédit.

### **Ce sont là des mots. Dans la pratique, la présidence Mitterrand sera très éloignée de ces ambitions...**

On en vient justement au point de bascule. Le moment-clé, c'est évidemment 1983, soit le tournant de la rigueur, décidé par les socialistes dans un mouvement mondial d'expansion des idées libérales. Partout dans le monde - et aussi dans les médias français - le socialisme apparaît comme ringard, dépassé. Se multiplient ainsi les incitations à devenir moderne, à miser sur l'entreprise, à ne plus avoir peur du profit.

C'est frappant pour ce qui concerne les médias. Dans ses premiers mois d'exercice du pouvoir, Mitterrand a hésité à faire éclater le groupe Hersant - et donc Lagardère dans le même élan. Interrogations, attermolements : le temps passe. Et quand le temps passe, comme le disait Lordon, c'est le capital qui gagne à la fin. Finalement, le projet de liquidation du groupe Hersant arrive trop tard, quand la vague rose est déjà en reflux : le projet est lourdement combattu à l'Assemblée, au cours de ce qui sera la plus longue séance de l'histoire parlementaire. Les députés - dont Séguin, Toubon, Madelin... - posent des milliers de questions, ça n'en finit plus. Quand le projet arrive enfin devant le Conseil constitutionnel, celui-ci s'oppose à la loi anti-concentration pour des raisons de droit. Dans les faits, on le sait, le droit s'adapte aux rapports de force.

Dans le même temps, Mitterrand décide la libéralisation des ondes FM, qui vont devenir des déversoirs à pub, confie Canal + à André Rousselet, son directeur de cabinet, et décide de créer la Cinq, censée être confiée à Sylvio Berlusconi (auquel viendra s'ajouter ensuite Robert Hersant). Y a-t-il indépendance à l'égard du pouvoir ? Pas du tout. À l'égard des puissances étrangères et de l'argent ? Non plus.

### **En même temps, c'est Mitterrand : il n'est pas à une trahison près...**

On peut dire que Mitterrand est un sale traître, sans doute. Mais ça ne fait pas beaucoup avancer la compréhension. Qu'importe les causes, pour aujourd'hui, revenons au basculement.

En 1981 ne se pose par exemple pas la question de repousser l'âge de départ en retraite : au contraire même, celui-ci passe de 65 à 60 ans. La vraie question est donc celle-ci : pourquoi, dès 1984, le discours opposé, sur le déficit des retraites, la capitalisation nécessaire, pourquoi ce discours émerge-t-il dans les années suivantes ? Est-ce que la démographie a considérablement changé en trois ans ? Je ne le crois pas. Est-ce que les données économiques ont considérablement changé en trois ans ? Je ne le crois pas non plus. Le seul changement d'ampleur est en fait idéologique. Jusqu'en 1981, toucher au programme du CNR - les retraites en font partie - n'est pas possible, pas permis. En 1984, alors que le libéralisme est en train de triompher dans le monde, dans les médias, chez les artistes et les politiques, dans la gauche elle-même, la conjoncture idéologique permet de s'attaquer aux retraites.

### **Cela va aussi vite que ça ?**

Bien sûr. Pour le montrer, je vais continuer sur l'exemple des retraites. En 1983, le démographe Alfred Sauvy se désole dans *Le Figaro* que « l'opinion reste assez indifférente » à la question des déficits. Le même explique que pour faire entrer les retraites dans l'ère libérale, « il faut informer les hommes au lieu de les faire rêver. C'est simple, c'est tout simple, mais quelle bataille ». Il le dit clairement : il y a une bataille idéologique à mener pour que les Français cessent de considérer que tout va bien sur le sujet. Deux ans plus tard, en 1985, les lobbys patronaux - en l'occurrence, il s'agit de l'Institut de l'entreprise - recommandent « une retraite à la carte plutôt qu'une retraite couperet ». La même année, l'universitaire André Babeau publie un livre intitulé *La fin des retraites ?* - cet homme est depuis devenu administrateur de deux sociétés d'assurance...

Les sondeurs sortent alors du bois. En 1986, un sondage Ipsos affirme que « 87 % des salariés jugent très ou assez préoccupants pour l'avenir l'équilibre des caisses de retraite ». Au printemps 1987, un sondage BVA pose que 58 % des Français auraient une opinion négative sur la question de l'avenir des retraites. Et à l'automne 1987, nouveau sondage : 62 % des personnes interrogées estiment que les retraites qu'elles toucheront seront insuffisantes pour vivre. En 1988, enfin, un sondage CSA-*Le Parisien*-AGF (là, c'est carrément une société d'assurances qui finance le sondage publié par *Le Parisien*...) révèle que les Français n'ont plus confiance dans le seul régime de retraite par répartition et commencent à capitaliser. C'est là le rêve des assureurs depuis 1945 : qu'on en revienne à la capitalisation, c'est-à-dire que tout l'argent passe par les banques et eux. Ils en rêvent depuis 1945, mais pendant 35 ans, ils n'ont pas osé le dire ou ils n'ont pas été écoutés. A partir des années 1980, la conjoncture idéologique leur redonne espoir. Et en 1989, la une du *Parisien* affirme : « Retraites : les Français ne comptent plus que sur eux-mêmes. En un an, les contrats d'assurance ont fait un bond de 32 % ». Là, on peut dire que l'investissement réalisé par AGF en 1988 pour le sondage a été rentable...

Tout cela n'est pas anecdotique : les argumentaires, les idées qui se forment alors ont toujours cours. Il a juste fallu le temps que les gens intègrent ce discours. Depuis lors, le programme du CNR apparaît comme un joli bibelot, mais qui appartient au passé.

### **C'est encore le cas aujourd'hui...**

Justement : j'en viens à ce que je trouve intéressant dans la republication du programme du CNR. En fait, il me semble que la parenthèse libérale de la gauche, ouverte en 1983, est en train de se refermer. Je pense même que c'est déjà le cas dans les têtes : sur le plan idéologique, le triomphe de l'ère libérale est terminé. La preuve la plus éclatante, c'est le rejet du Traité constitutionnel européen par 55 % des Français en 2005 – et plus exactement par 80 % des ouvriers, 71 % des chômeurs et 67 % des employés, soit un vrai vote de classe. Là, il y a eu un discrédit dans les urnes du modèle libéral. Celui-ci reste sans aucun doute le schéma de pensée et de fonctionnement des élites, mais à la base, c'est fini.

Si on s'intéresse aux dates... En 2004, est fêté, à l'initiative d'ATTAC, le soixantième anniversaire du CNR, et à cette occasion, des grands noms de la Résistance, les Aubrac, Hessel, Kriegel-Valrimont, etc. signent un appel pour un nouveau programme du CNR. Pour moi, ça signifie que la parenthèse commence déjà à se refermer : en 1994, pour le cinquantième anniversaire, on n'avait assisté à aucune revendication de cet héritage. En 2005, c'est le vote sur le TCE, puis en 2006, le CPE est rejeté dans la rue. Enfin, en 2007 se tient le premier rassemblement au plateau des Glières.

### **2007, c'est aussi l'élection de Sarkozy...**

Nicolas Sarkozy était là pour mener – et Denis Kessler l'a énoncé – « *une entreprise de liquidation du programme du CNR* ». Il est arrivé en pavoisant, en promettant l'Amérique, en jurant de tout bouleverser au bulldozer. Mais la conjoncture a complètement changé et lui n'a eu d'autre choix que d'en rabattre, de faire comme ceux qui l'avaient précédé : du grignotage. Il venait pour mener une entreprise de liquidation, mais n'a pas effectué le badaboum promis. Et celui qui se présentait comme « *décomplexé* » est désormais complexé : nous ne sommes plus dans un mouvement de libéralisme triomphant. Je ne suis pas vraiment un optimiste de nature, mais je crois que le cours de la bataille des idées est en train de s'inverser. Ça va mettre du temps, mais c'est en marche. Et notre responsabilité est de faire que le paquebot tourne plus vite. Il y a là pour moi un problème majeur – et c'est là que vous allez me traiter d'abominable "organisé" : je considère que si on veut que ce renversement intellectuel s'opère, il faut des forces organisées à gauche.

### **On ne peut pas publier ça... (rires) Ou alors, propose plutôt de saboter la salle des machines du paquebot...**

L'un des problèmes, pour accélérer le mouvement, c'est que la bataille des idées se conduit aujourd'hui en-dehors des lieux où elle devrait centralement se mener. C'est-à-dire – je sais que vous n'êtes pas d'accord, mais c'est ma conviction – dans les partis et dans les syndicats. Il faut des forces pour porter auprès des masses la bataille des idées. Parce qu'en face, ils ont ces forces organisées : quand ils repèrent un universitaire qui peut glisser dans leur sens, ils le rémunèrent considérablement. Ils ont les médias à leur botte. Ils ont tout... Si nous, de notre côté, nous n'avons pas de forces organisées pour peser dans le débat, le paquebot ne peut pas virer de bord.

*(Le débat devient chaotique, fin de l'entretien)*